

COULONS MACRON ET SA START-UP NATION!

Une attaque globale du gouvernement...

Jeunes ou vieux, étudiants ou lycéens, actifs ou retraités, avec ou sans emploi, avec ou sans papier, hommes ou femmes, valides ou handicapés : le virus du macronisme attaque tout le monde, toutes les générations, toutes les catégories en dérégulant, en déprotégeant, en désolidarisant et en individualisant. Du berceau à la tombe tout ce que nos anciens ont conquis pour notre bien-être est remis en cause dans une attaque globale.

Des jeunes dans la galère aux vieux dans la misère, des salaires de misère aux minima de galère : rien n'arrête le patronat dans sa recherche du profit maximum. Ils ne sont jamais repus et ne le seront jamais. Leur appétit n'a d'égal que leurs mensonges.

Après toute la casse sociale déjà mise en œuvre, ce gouvernement de rencontre, au service du patronat et de l'Union européenne dominée par le capital allemand et l'impérialisme étatsunien, s'apprête à démolir notre système de retraite et notre système de sécurité sociale que le « ministre des travailleurs », le communiste Ambroise Croizat, a construit sur les ruines du fascisme défait par le courage et les sacrifices de la classe ouvrière.

La retraite par point : chaque euro cotisé donnera les mêmes droits pour tous, c'est-à-dire rien puisque la valeur du point pourra baisser selon la conjoncture. Et les vieux, s'ils le peuvent, retourneront travailler pour compléter une retraite de misère comme en Suède aujourd'hui. Adieu la solidarité entre générations. Que les vieux crèvent et que les jeunes en bavent !

La sécurité sociale, « seule création de richesses sans capital » sera livrée aux assurances privées qui en récupéreront la manne financière. Et c'est déjà commencé. L'excédent de la sécurité sociale servira à rembourser la dette de l'état. Traduction : les cotisations sociales, partie de notre salaire, seront transférées aux banques. Et voilà le tour est joué !

... qui ne tombera pas tout seul!

Lorsqu'on est touché par un virus on n'attend pas. On fait ce qu'il faut pour s'en débarrasser le plus rapidement possible. En politique c'est pareil. On n'attend pas que l'ennemi disparaisse on le fait disparaître. La meilleure défense c'est l'attaque. Inutile d'attendre. Ni les démissions successives de ministres, ni l'affaire Benalla ne feront tomber le gouvernement. L'attentisme est stérile et, puisque rien ne se passe, conduit au sentiment d'impuissance, au fatalisme et, à la fin, au repli sur soi et à la division. Les luttes partielles, dans les entreprises et les administrations, aussi nécessaires et légitimes soient-elles ne sont pas suffisantes. Une attaque globale nécessite une réponse globale. Toute lutte partielle s'inscrit dans la lutte générale. En bref : la lutte de mon voisin est ma lutte.



RASSEMBLEMENT COMMUNISTE.FR
POUR LA RECONSTRUCTION D'UN PARTI
COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

SA SEULE CRAINTE



NOTRE UNITÉ!

D'où la nécessité de la reconstruction d'un front politico-syndical sur un contenu

Un front doit être borné. C'est l'orientation qui prime, pas l'objectif du rassemblement fourre-tout sur le plus petit dénominateur commun. On le voit clairement avec certaines organisations syndicales dont les positions les situent nettement du côté des patrons et du gouvernement. On le voit aussi avec certaines organisations politiques, en particulier bien sûr le PS, qui a lui aussi encore une « influence » dans le mouvement social, mais une influence négative.

La lutte de classe se mène sur tous les fronts. Face au rouleau compresseur des attaques ultra-libérales et européistes macroniennes, il faut donc structurer le front de la résistance avec un programme de lutte permettant de répondre aux intérêts les plus immédiats des travailleurs et de leurs familles.

Ce front doit nécessairement se construire sur la base de l'unité entre organisations syndicales et politiques. Il n'y a pas d'opposition entre ces deux composantes du mouvement social mais au contraire une complémentarité. Et le dire c'est bien mais le faire c'est mieux, car l'avenir n'est pas ce qui va arriver mais ce que nous allons faire.

IL FAUT UN CALENDRIER DES LUTTES SYNDICALES COUPLEES AUX MOBILISATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS ET LES FORCES POLITIQUES DU CAMP DES TRAVAILLEURS!

LA « QUESTION DES MIGRANTS », LA FRANCE ET L'UNION EUROPEENNE

La migration, tout comme la mondialisation est un fait. Un fait aussi ancien que l'Humanité. Par contre, sans parler des déplacements de population précapitalistes, il est évident que ceux forcés liés à la naissance du capitalisme, les colonisations de peuplement à partir du XVème siècle et le commerce triangulaire des esclaves noirs pour le « nouveau monde », montrent, par exemple, un autre visage de la « migration ». La question n'est donc pas celle-ci, mais celle de ses causes. Voyons donc les actuelles.

Les causes de l'exil

Les principales sont les mêmes depuis longtemps : l'impérialisme et la guerre, celle-ci étant à peu près toujours liée - directement ou indirectement - à celui-là. Le journaliste Michel Collon écrit : « Si l'Europe ne peut accueillir toute la misère du monde, alors qu'elle arrête de la provoquer » (dans « Je suis ou je ne suis pas Charlie »). Nous reviendrons sur la première partie plus tard. La seconde partie montre la corrélation directe entre « accueil » de populations dans nos pays impérialistes et responsabilité de ces mêmes pays.

La France, l'Europe, sont en guerre : Syrie, Libye, Irak, Mali, Centrafrique, Yémen... la liste est longue des interventions occidentales, européennes, françaises dans des pays sources d'émigration. Le procédé est toujours le même : des justifications fallacieuses (droits humains, pacification, lutte contre le terrorisme, protection des populations...). Et les objectifs réels également : prédation des ressources (pétrole, minerais, gaz), installation d'entreprises transnationales, de bases militaires pour assujettir, exploiter et piller les peuples et assurer ainsi le maximum de profits.

Dans le domaine économique, l'impérialisme, le colonialisme et le néocolonialisme sont les coupables de l'état de pauvreté des pays dits du Sud. Nos dirigeants sont responsables quand l'Union Européenne signe des accords de partenariat économiques (APE) qui exigent la suppression des barrières douanières et tuent les économies du sud et leur population. La gauche conséquente a raison quand elle lutte contre ces traités de libre-échange que sont le TAFTA, le CETA ou le JEFTA. Elle l'est moins si elle se tait sur les APE qui ruinent les économies des pays d'Afrique et qui permettent par exemple (subventions à l'appui) d'inonder des pays africains avec des poulets rendus moins chers que ceux élevés là-bas. Dans la droite ligne de la colonisation, ce sont bien les grandes puissances capitalistes qui bloquent le développement des autres pays en leur imposant des diktats libéraux néocoloniaux

bilatéraux à travers notamment le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC et le système de l'endettement usurier.

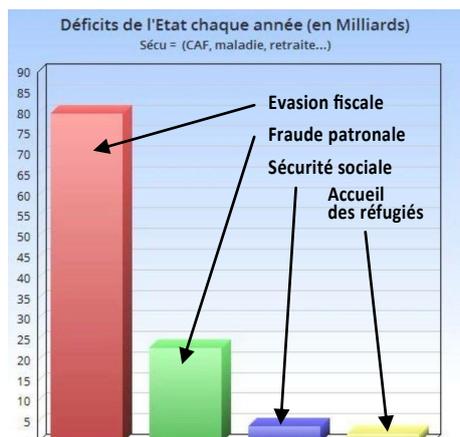
Et quand les peuples de ces pays d'émigration forcée se débarrassent des « gouverneurs locaux » qui leurs sont imposés par « notre » impérialisme, c'est soi l'intervention militaire française comme en Côte d'Ivoire pour capturer le président libérateur élu L. Gbagbo, soi l'assassinat comme au Burkina Faso de Thomas Sankara commandité par la Françafrique.

Nous pouvons ajouter les réfugiés climatiques, victimes là encore d'un capitalisme prédateur qui dans sa nature même n'a que faire de l'intérêt général humain ou environnemental. Les délocalisations d'entreprises polluantes ou la transformation de certains pays dits du Sud en dépotoirs des déchets toxiques se surajoutent ici au pillage des richesses de ces pays en plus de la recherche d'une main d'œuvre sous payée.

La réalité de l'immigration

L'Europe ne peut peut-être pas « accueillir toute la misère du monde ». Sans doute. Mais le fait-elle vraiment ? Non, l'Europe, la France, accueillent un nombre minime d'étrangers/ères, de réfugiés, de migrants et ce sont nos gouvernements, leurs lois et leurs politiques xénophobes qui créent les sans-papiers pour en faire des « concurrents » des travailleurs légaux (Français et immigrés).

Quelques exemples de vérités liées aux statistiques : « l'écrasante majorité des personnes qui migrent le font à l'intérieur de leur propre pays / les migrants internationaux représentent 3% de la population / la majorité des migrations ne s'effectue pas du Sud vers le Nord / 9 réfugiés sur 10 sont accueillis dans un pays pauvre ou en voie de développement, 6% en Europe / la France compte 5,2 millions d'étrangers... alors que 3 millions de français travaillent et vivent à l'étranger / le « chiffre record » de demandes d'asile de 2015 représente 0,2% de la population européenne » (CIMADE)



Il y a un flux migratoire globalement stable en Europe, depuis plusieurs décennies : il n'y a donc pas de « submersion migratoire » et les immigrés ne sont pas la grande cause des crises contemporaines. Ce sont les marchands de peur qui détournent la misère sociale en problème identitaire. Ce sont les fascistes qui instrumentalisent la misère provoquée par la crise du capitalisme et l'offensive patronale pour détourner la colère des travailleurs et diviser le peuple.

Les conditions de « l'accueil »

Les contrôles de l'Espace Schengen, associés à ceux de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) trouvent un excellent relais dans le gouvernement Macron. C'est aussi là un autre motif justifiant la sortie de l'euro, de l'UE et de l'OTAN pour les communistes, les antiracistes et les antifascistes.

En effet, la nouvelle loi « Asile et immigration » est la plus restrictive de la 5ème République. Elle met, par exemple, les enfants en centre de rétention et donne la possibilité d'y garder des personnes pendant 90 jours. De rétention, on passe donc véritablement à de la détention.

L'actualité récente de l'Aquarius - bateau venant au secours de migrants sur la Méditerranée - montre à la fois l'inhumanité, l'hypocrisie et le double jeu des gouvernements européens, mais donne également un appel d'air aux mouvements identitaires xénophobes, qui peuvent se permettre de chasser des militants d'SOS Méditerranée de leurs propres bureaux. Le racisme assumé de Orban (Hongrie) et Salvini (Italie) ne doit pas cacher le double jeu de Macron et Merkel qui font adopter des lois racistes de plus en plus dures tout en les voilant d'un discours hypocrite teinté d'humanité.

La solution du combat

Pour lutter efficacement contre le « dumping intérieur » lié à l'exploitation des sans-papiers, il faut lutter pour le respect du droit du travail en France, qui est censé être applicable de la même manière pour tous les travailleurs. C'est ce que font justement les sans papiers qui luttent pour la régularisation en refusant donc la clandestinité imposée par les lois et politiques racistes de l'Etat patronal. Ce faisant ils luttent contre le rôle de « concurrents » que l'Etat et les patrons leur font jouer sur le marché du travail. Pour Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT qui appelle à la fraternité entre tous les travailleurs, « le dumping social tient avant tout à l'inégalité des droits et non à la présence d'immigrés ». C'est pourquoi nous demandons toujours la régularisation de tous les sans-papiers.

L'INTERNATIONALISME C'EST SOUTENIR LE DROIT A L'INDEPENDANCE DE LA KANAKY!

Le 4 novembre prochain se tiendra un référendum dans ce que l'Etat français appelle la « Nouvelle-Calédonie ». Ses habitants lui préfèrent le nom de « Kanaky ». La question posée est : « Voulez-vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ? ». Ce vote n'est en aucun cas un « cadeau » de la métropole. Comme ce fut le cas avec De Gaulle et l'Algérie et avec tous les mouvements indépendantistes, c'est le rapport de force imposé par la population kanake qui force l'Etat français à reculer et organiser ce référendum .

La situation coloniale en Kanaky n'est pas nouvelle. Dès la prise de possession française (1853), le modèle choisi est celui d'une colonisation de peuplement basée sur la substitution progressive des indigènes par une population européenne. Entre la moitié et les deux-tiers des kanaks seront massacrés lors de ce processus d'annexion. La résistance des « indigènes » Kanaks fut ininterrompue et multiforme, du refus de se soumettre au salariat ou à la christianisation jusqu'aux nombreuses révoltes armées. Mais le rapport de force est inégal, et progressivement le « grand remplacement » voulu par les colons se concrétise : les kanaks deviennent minoritaire dans leur propre pays.

Le référendum intervient 30 ans après les Accords de Matignon qui avaient défini les termes du processus indépendantiste. Ils avaient été conclue suite à une période d'intense mobilisation des indépendantistes : après l'assassinat par la gendarmerie française d'Eloi Machoro et les massacres d'Ouvéa, le FLNKS (Front de

libération nationale kanak et socialiste) avait ainsi imposé à l'Etat français la tenue d'un vote pour décider du sort du pays.

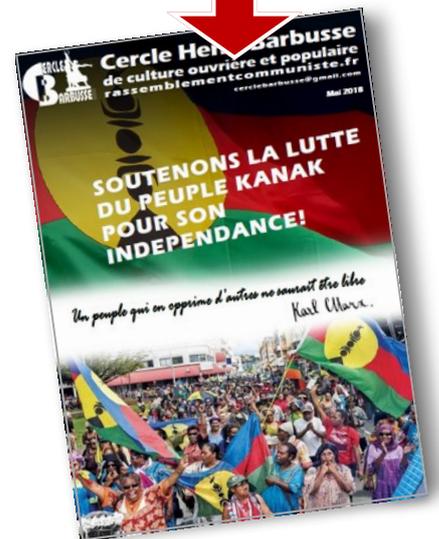
Le maintien de la Kanaky sous domination est primordial pour la bourgeoisie coloniale locale française en particulier et pour l'impérialisme français en général. D'abord parce qu'on y trouve entre 20% et 40% des réserves mondiales de nickel, mais aussi d'importantes ressources halieutiques (pêche), d'hydrocarbures et de minerai dans le sous-sol marin. Surtout, cela permet à la France de se garantir une zone d'influence dans une région au cœur des enjeux géopolitiques actuels.

Enfin, l'indépendance de la Kanaky fissurerait la domination française sur tous ses « territoires d'outre-mer » et renforcerait les mouvements indépendantistes dans les Antilles, en Guyane, en Polynésie, etc. Et la bourgeoisie française ne peut pas se permettre de lâcher ses dernières colonies, qui lui garantissent le deuxième plus grand domaine maritime du monde, condition nécessaire au maintien de son emprise impérialiste sur le Tiers-Monde. Rappelons que si la Métropole fait 550.000 km², la France possède la plus grande, 11 millions 691.000 km², Zone Economique Exclusive (ZEE) du monde avec ses colonies.

Déjà, de nombreuses organisations indépendantistes ont annoncé que quel que soit le résultat du vote, la lutte contre le colonialisme français ne s'arrêterait pas. D'abord parce qu'elles ont dénoncé la constitution des listes électorales qui n'incluent pas des milliers de kanaks mais permettent à de nombreux « métropolitains » (des colons) de décider de l'avenir d'un pays qui n'est pas le leur.

Mais surtout parce que le résultat, en plus de pouvoir être manipulé, ne changera rien à ce qui est une

Pour en savoir plus, recevez ou téléchargez notre revue « Soutenons la lutte du peuple kanak pour son indépendance! » (12 pages). Téléchargement libre au format pdf depuis notre site Internet, rubrique Cercle Barbusse. Pour une version papier, passez votre commande à l'adresse: rc@rassemblementcommuniste.f



réalité objective : la Kanaky est une colonie française. L'histoire l'a prouvée, toute situation coloniale est temporaire. Ce n'est que le rapport de force du moment qui fait de l'indépendance une réalité proche ou lointaine, car elle est de toute manière inévitable à terme. Et c'est une bonne chose : en se libérant de l'emprise impérialiste, la Kanaky et toutes les nations colonisées font reculer un système mondial qui opprime les peuples ici et là-bas.

C'est pourquoi il est fondamental de soutenir le droit de la Kanaky à l'indépendance pour que vive l'union fraternelle des peuples contre l'exploitation et l'oppression et l'égalité par l'indépendance entre les peuples.



Lisez et diffusez notre plate-forme: rassemblementcommuniste.fr/2018_06_18_plateformeRC.pdf

Prenez contact avec nous, contribuez à la diffusion de notre presse, adhérez au Rassemblement Communiste: rc@rassemblementcommuniste.fr

UN FRONT ANTI-GUERRE, AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS!

La lutte anti-impérialiste ne peut être la seule affaire des peuples dominés du Sud. Elle est une question principale y compris pour les peuples des pays impérialistes, dont la France. L'incontestable regain d'agressivité des impérialismes européens et américains ces dernières décennies, face à la montée en puissance de pays du Sud résistant à l'asservissement par un contre-modèle antilibéral, montre à la fois la possibilité pour ces pays (Cuba et le Venezuela harcelés mais aussi jusqu'à un certain point les BRICS : Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) de fragiliser nos propres bourgeoisies, ce qui ne peut que nous être profitable, et la dangerosité des conséquences locales de cette agressivité y compris pour nous, qui nous sentons parfois fausement à l'abri des bombes : L'impérialisme, pour écraser toute tentation pro-russe ou pro-chinoise, en particulier en Syrie et au Moyen Orient, n'a pas hésité à cancériser activement le chemin des gazoducs concurrents en développant Daech, tout en favorisant en son propre

sein le déplacement des questions politiques vers la « question des migrants », le « grand remplacement », le « multiculturalisme », le « racisme anti-blanc », la « lutte antiterroriste » (contre un terrorisme que secrète en premier lieu les guerres qu'ils portent là bas), toute une série de questions qui étaient auparavant l'apanage des fascistes du FN et qui maintenant entrent dans la pensée unique dominante, banalisée, autorisée, consensuelle et pour tout dire islamophobe... c'est ainsi que sur fond de bombes et d'exils, on attise sciemment le feu fasciste dans tous les pays européens dans un cadre où la seule issue, puisqu'il est « hors de question » de démolir le carcan européen, reste le phantasme d'une identité « blanche », « chrétienne », « européenne » à protéger des « ennemis de l'extérieur » (et conséquemment de leurs « cinquièmes colonnes » supposées à l'intérieur). Il en va de même outre-Atlantique où l'on voit bien comment le racisme identitaire est utilisé par les valets

fascistes brésiliens pro-US menaçant l'élection présidentielle pour tenter de fragiliser les BRICS et leurs alliés.

Le libéralisme européen et américain pave la voie à ce fascisme, avec lequel il finira bien sûr par se rallier (tous les dictateurs fascistes d'Amérique Latine, comme Pinochet, n'étaient-ils pas aussi des ultra-libéraux ?) pour « libérer » les puissances de l'argent d'une main, tout en « écrasant » les forces sociales contestataires de l'autre. Les actions de « notre » impérialisme « ailleurs » impactent directement toutes nos luttes pour la préservation de nos conquêtes sociales ici : menace d'un fascisme attisé par les guerres impérialistes, braquage de voix aux élections par le même jeu de dupe d'une fausse polarisation politique, attaques de droits démocratiques et syndicaux sous prétexte de « lutte antiterroriste »... Tout nous invite à considérer qu'il faut, aujourd'hui plus que jamais, pour les peuples opprimés comme pour nous-mêmes, un véritable front anti-guerre pour faire cesser ce désastre !

***Découvrez nos brochures sur notre site Internet, en libre téléchargement:
rassemblementcommuniste.fr
Recevez-en des exemplaires par voie postale:
rc@rassemblementcommuniste.fr***

